

Multinationales responsables: initiative ou contre-projet?

L'invité

François Marthaler

Ancien conseiller d'État
et entrepreneur
engagé



Expulsion forcée de paysannes de leurs terres par Glencore, décès liés à des pesticides extrêmement toxiques vendus par Syngenta, menace d'extinction d'une espèce de gorille en danger suite à l'abatage d'une forêt tropicale intacte par la multinationale du bois Interholco. Les cas d'abus commis par des multinationales basées en Suisse ne sont pas rares. Et pourtant, la question d'instaurer un cadre contraignant autour de leurs activités en termes de droits humains et d'environnement fait toujours débat.

Un contre-projet à l'initiative «pour des multinationales responsables» traîne dans les allées du parlement depuis maintenant deux ans, et ce jeudi 13 juin pourrait marquer la fin des rebondissements parlementaires si le Conseil national décidait de retourner sa veste, une année après l'avoir initialement soutenu à une large majorité. Pourtant, la question semble évidente: souhaite-t-on vraiment des multinationales libres de commettre les pires abus sans aucune conséquence?

J'ose espérer que le bon sens des parlementaires ne saurait y répondre par l'affirmative, mais c'est sans compter l'influence de certains lobbys économiques dont le dogmatisme prend le pas sur toute considération logique. Pourtant, nombreuses sont les entreprises qui considèrent une obligation d'assumer les conséquences de ses actes comme une évidence: un cadre légal empêchant que certaines multinationales peu scrupuleuses ternissent l'image de qualité de l'économie suisse profiterait à l'économie

dans son ensemble. Et cela, nous sommes déjà plus d'une centaine de dirigeant-e-s d'entreprises à l'avoir bien compris, en le défendant à travers un comité d'entrepreneur-se-s en faveur de l'initiative*.

La question du respect des droits humains et de l'environnement par les entreprises n'est donc ni une affaire de domaine d'activité, ni de bord politique, comme le montre d'ailleurs le soutien de parlementaires cantonaux de centre droit à l'initiative, récemment paru dans la presse. Si certains parlementaires estiment que l'initiative «va trop loin», je ne comprends pas qu'ils ne soutiennent pas un contre-projet crédible susceptible de conduire au retrait de la première.

«Les cas d'abus commis
par des multinationales
basées en Suisse
ne sont pas rares»

À moins qu'ils considèrent que l'initiative n'a aucune chance devant le peuple. Mais pour cela, il va falloir affûter un argumentaire assez tordu pour convaincre les citoyen-ne-s suisses qu'il ne faut rien faire pour encadrer des pratiques scandaleuses qu'on ne tolère pas chez nous au seul motif qu'il faut préserver avant tout la rentabilité de quelques multinationales sans scrupule. Bonne chance!

Je suivrai avec attention les débats du 13 juin au National dans l'idée d'y trouver quelques perles d'argumentation qui seront utiles, le cas échéant, pour défendre avec de bonnes chances de succès le oui à l'initiative.

* Comité «Économie pour des entreprises responsables», entreprises-responsables.ch